



## Le terrorisme est le prix à payer pour le soutien aux despotes et aux dictateurs

Par [Seumas Milne](#)

Mondialisation.ca, 10 janvier 2010

[The Guardian](#) 10 janvier 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Loin de protéger sa souveraineté, le gouvernement égyptien l'a vendue à l'étranger pour continuer à toucher des subsides et maintenir son despotisme dynastique, sacrifiant toute prétention à son rôle historique de leader du monde arabe, écrit Seumas Milne.



Collaborateur toujours soucieux de mieux faire, Hosni Mubarak a parfaitement joué son rôle de potiche au service de l'impérialisme occidental et de son agent local israélien. Ici, Hosni serre la main de son maître, l'apprenti criminel de guerre Barack Obama.

Si une survivante de l'Holocauste, âgée de 85 ans, avait fait la grève de la faim en soutien d'un peuple assiégé dans une autre partie du monde, et si des centaines de manifestants plutôt occidentaux avaient été pris pour cible et battus par la police, vous pouvez être sûr que nous aurions entendu parler de tout cela. Mais parce que cela s'est passé dans l'Egypte soutenue par l'Occident plutôt qu'en Iran, et parce que le peuple soutenu par les manifestants était les Palestiniens de Gaza au lieu de, disons, les Tibétains, la plupart des gens en Europe et en Amérique du Nord n'en ont rien su.

Ces deux dernières semaines, deux groupes composés de centaines de militants se sont affrontés avec des policiers et des officiels égyptiens pour pouvoir pénétrer dans la bande de Gaza afin d'exprimer leur solidarité avec la population sous blocus, à l'occasion du premier anniversaire de l'assaut dévastateur d'Israël.

Hier soir [6 janvier], le convoi Viva Palestina de George Galloway, fort de 500 personnes et transportant de l'aide médicale, [a finalement été autorisé à entrer dans Gaza](#), déduction faite de 50 de ses 200 véhicules, après avoir été bloqué plusieurs fois, détourné et [soumis à des menaces->](#) par la sécurité égyptienne - avec une agression brutale le mardi soir [5 janvier] dans le port égyptien d'El Arish qui a eu pour résultat des dizaines de blessés malgré la présence d'un député britannique et de 10 députés turcs.

Ceci succédait à une tentative [d'entrer dans Gaza] des 1400 manifestants de « la Marche pour la Liberté de Gaza » venus de plus de 40 pays - seuls 84 d'entre eux ayant été autorisés à traverser la frontière. C'est ce qui a conduit Hedy Epstein, dont les deux parents sont morts à Auschwitz, à refuser de s'alimenter au Caire tandis que les manifestants

étaient violemment dispersés et que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, était reçu à bras ouverts non loin de là.

Hier, des manifestations organisées du côté de la frontière de Gaza par les Palestiniens contre le harcèlement subi par le convoi « Viva Palestine » ont conduit à des affrontements violents avec les forces de sécurité égyptiennes au cours desquels un soldat égyptien a été tué et de nombreux Palestiniens blessés.

Mais bien que la confrontation ait été largement ignorée en Occident, cela a été un événement médiatique majeur au Moyen-Orient et qui n'a fait de tort qu'à l'Égypte. Et tandis que le gouvernement égyptien affirme qu'il ne fait que maintenir sa souveraineté nationale, ces événements ont en revanche clairement exposé sa complicité avec le blocus de Gaza et la punition collective imposée à ses 1,5 million d'habitants - blocus voulu par les Etats-Unis et [soutenu par l'Union Européenne](#).

Le principal protagoniste de l'état de siège, Israël, ne contrôle que trois côtés de la bande de Gaza. Sans l'Égypte qui contrôle le quatrième, le blocus serait inefficace. Mais après avoir toléré des tunnels qui ont sauvé les habitants de Gaza de l'état d'extrême mendicité, le régime du Caire a lancé, afin de rendre le blocus total, la construction d'un mur souterrain en acier - appelé « le mur de la honte » par beaucoup d'Égyptiens - sous l'étroite supervision des Etats-Unis.

C'est en partie parce que le dictateur égyptien vieillissant, Hosni Mubarak, craint une contamination à travers la frontière de l'administration du Hamas élue à Gaza dont les alliés idéologiques dans l'organisation interdite des Frères Musulmans seraient susceptibles de remporter des élections organisées librement en Égypte.

Mais deux autres facteurs semblent avoir joué un rôle décisif pour convaincre le Caire de se plier aux pressions américaines et israéliennes et de serrer la vis sur les Palestiniens de Gaza ainsi que sur ceux qui les soutiennent. Le premier était une menace américaine de supprimer des centaines de millions de dollars d'aide si l'Égypte ne sévissait pas contre la « contrebande » d'armes et autres produits. Le second est le besoin d'un acquiescement de la part des États-Unis dans la succession très attendue et héréditaire de Gamal, ex-banquier et fils de Mubarak, à la présidence.

Ainsi loin de protéger sa souveraineté, le gouvernement égyptien l'a vendue à l'étranger pour continuer à toucher des subsides et maintenir son despotisme dynastique, sacrifiant toute prétention à son rôle historique de leader du monde arabe.

D'un point de vue international plus large, c'est précisément cet appui par l'Occident de régimes tels que l'Égypte, répressifs et qui ne représentent qu'eux-mêmes, en même temps que son soutien indéfectible à l'occupation israélienne et à la colonisation des terres palestiniennes qui sont au cœur de la crise au Moyen-Orient et dans le monde musulman.

Des décennies d'un soutien, affamé de pétrole, de despotes, de l'Iran à Oman, de l'Égypte à l'Arabie saoudite, en même temps que l'échec du nationalisme arabe à achever la décolonisation de la région, ont alimenté en premier lieu l'islamisme puis l'éruption de sa variante Al-Qaïda il y a maintenant plus d'une décennie.

Mais, loin de comprendre que l'hostilité naturelle à un contrôle étranger sur la région et à ses ressources était au centre du conflit, la réponse désastreuse a été d'étendre la présence

de l'Occident encore plus profondément, avec de nouvelles et encore plus destructrices invasions et occupations en Irak, Afghanistan et ailleurs. Et le court flirt de l'administration Bush avec la démocratisation dans les États clients tels que l'Égypte a été rapidement abandonné une fois qu'il est devenu clair qu'il était susceptible d'être élu.

Sous Barack Obama la logique empoisonnée de ce borbier impérial conduit inexorablement à la propagation de la guerre. À la suite de l'attentat manqué sur un vol à destination de Detroit le jour de Noël, le président américain a annoncé cette semaine deux nouveaux fronts dans la guerre contre le terrorisme, Gordon Brown emboîtant fidèlement le pas : le Yémen où le candidat à l'attentat aurait été formé, et la Somalie où Al-Qaida a également pris racine dans le borbier de la guerre civile et de la désintégration sociale chronique.

Le renforcement de l'intervention militaire occidentale dans ces deux pays va certainement aggraver le problème. En Somalie, il l'a déjà fait, après que les États-Unis aient soutenu l'invasion éthiopienne de 2006 qui a renversé la relativement pragmatique « Union des tribunaux islamiques » et a engendré le mouvement Shabab, plus extrémiste, lié à Al-Qaida et qui exerce maintenant son contrôle sur de grandes parties du pays.

L'extension du soutien américain à l'impopulaire gouvernement yéménite, déjà confronté à une rébellion armée dans le nord et à la menace d'une sécession du sud rebelle - qui a été le seul à réussir en 1967 à pousser au départ le régime colonial britannique - ne peut que jeter de l'huile sur le feu.

Le premier ministre britannique a essayé cette semaine de nous convaincre que la croissance d'Al-Qaida au Yémen et en Somalie illustre le fait que la stratégie occidentale « fonctionnait », parce que l'escalade de la guerre en Afghanistan et au Pakistan aurait contraint Al-Qaeda à chercher à établir des sanctuaires ailleurs. En réalité, il s'agit d'une manifestation de l'échec grotesque de toute la guerre contre le terrorisme. Depuis son lancement en octobre 2001, Al-Qaida s'est propagé à partir des montagnes de l'Afghanistan à travers toute la région : l'Irak, le Pakistan, la corne de l'Afrique et bien au-delà !

Plutôt que de réduire l'aide occidentale aux dictatures et aux occupations qui alimentent le terrorisme dans sa variante Al Qaeda, et plutôt que de concentrer ses ressources policières pour la contrer, les États-Unis et leurs alliés ont répété et étendu inexorablement les monstruosité qui ont produit ce terrorisme. C'est une recette pour une guerre sans fin contre le terrorisme.

Article original en anglais, <http://www.guardian.co.uk/commentis...>, publié le 7 janvier 2010.

Traduction : Claude Zurbach, [Info-Palestine.net](http://Info-Palestine.net)

*Seumas Milne est journaliste et éditeur associé au journal britannique The Guardian*

La source originale de cet article est [The Guardian](http://TheGuardian)

Copyright © [Seumas Milne](http://SeumasMilne), [The Guardian](http://TheGuardian), 2010

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)